

Nous, occupants et occupantes du Théâtre Au Peuple, avons décidé d'occuper le TAP dans le but de porter la voix de tous ceux et celles qui sont directement menacé-es par la destruction délibérée de l'assurance chômage et par une politique hostile aux principes fondamentaux du droit social.

Salarié-es précaires, auto entrepreneurs.euses, intermittent-es, chômeurs.euses, étudiant-es, lycéen-nes, retraité-es, parents, grands parents... notre collectif d'occupation réunit toutes les composantes d'une société frappée par des précarités insupportables.

En cela, nous sommes légitimes pour dénoncer une réforme violente et absurde qui pénalise les plus précaires d'entre nous déjà très éprouvé-es par la crise sanitaire.

Légitimes aussi pour dire que nous sommes une majorité de plus en plus mise en danger par ces agressions sociales systématiques.

Majorité légitime face à laquelle le gouvernement affiche le plus grand mépris et fait la sourde oreille.

À travers cette colère partagée, nous sommes légitimes pour affirmer qu'une intelligence collective de résistance est possible.

Nous sommes légitimes aussi pour interpeller nos élu-es de la ville ainsi que celles et ceux de Grand Poitiers qui, en quelques semaines, sont passé-es d'un discours de soutien politique en parole, à une demande d'expulsion non négociable.

Nous exigeons qu'ielles cessent de discréditer la légitimité de notre occupation en cherchant à la rendre illégale comme le fait le gouvernement contre les mouvements sociaux.

Nous nous sentons légitimes pour dénoncer le fossé qui se creuse entre lieux de culture et une partie grandissante de la population.

Alors que se profile la réouverture des salles de spectacle, des cinémas, aucune mesure n'a été prise pour garantir les revenus des travailleuses et travailleurs précaires, pas plus celles et ceux de la culture que les autres.

En rouvrant ces lieux de cultures, comme si de rien n'était, ne risque-t-on pas de donner au gouvernement les moyens inespérés de détourner l'attention et lui permettre, tout en douceur, la mise en application de cette réforme inique sur fond de musique et de danse, de rires et de chansons ?

C'est pourquoi nous maintenons et maintiendrons notre occupation jusqu'à satisfaction des revendications portées par l'extraordinaire mouvement de la coordination nationale des théâtres occupés.